

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 24/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CMSE

855 rue René Descartes
13100 Aix-en-Provence

Références : UDR-SSDAS-23-164-AM
Code AIOT : 0006101457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2023 dans l'établissement CMSE implanté 100 ROUTE DE CORBAS 69780 Mions. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMSE
- 100 ROUTE DE CORBAS 69780 Mions
- Code AIOT : 0006101457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de Mions est exploitée par la société CMSE qui appartient au groupe Colas.
La quantité annuelle maximale autorisée pour l'extraction des matériaux alluvionnaires est de 900 000 tonnes par an. L'exploitation a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2013 pour une durée d'exploitation de 30 ans.

La société CMSE est également autorisée à exploiter une installation de traitement et transit de matériaux, une installation traitement de déchets inertes pour les valorisés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : suivi des conditions d'exploitation dans le cadre de l'extension de la zone d'extraction et des mesures compensatoires à mettre en place à l'avancement, prévention et surveillance des émissions de poussières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7	/	Lettre préfectorale	4 mois
7	Pollution de l'air	Arrêté ministériel du 22/09/94 modifié – article 19 point 19.8	/	Lettre préfectorale	4 mois
8	Piézomètre endommagé	Arrêté ministériel du 22/09/94 modifié – article 11 point 11.3.4	/	Lettre préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/10/2020, article 1	/	Sans objet
2	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/10/2020, article 1	/	Sans objet
3	Dispositions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7	/	Sans objet
5	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 12	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats mettent en avant un respect global des prescriptions contrôlées satisfaisant. Des anomalies ont toutefois été constatées sur le site tel que l'endommagement d'un piézomètre et l'absence de station météo sur le site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Phase 1 : 5 ans</p> <p>L'extraction se poursuit sur l'Ouest de l'emprise en direction du Sud. Les talus Ouest arrivent dans leur position définitive. Une fois atteintes les limites d'emprise au Sud, l'extraction s'oriente vers l'Est. Le remblaiement et la remise en état s'effectuent d'abord sur la zone extraite sous le régime de l'autorisation antérieure, au Nord du chemin de Feyzin, puis continuent, du Nord vers le Sud, sur les terrains extraits durant la phase 1. À la fin de cette phase, l'ensemble de la zone remblayée durant cette phase (environ 8.1 ha) aura été rendue à l'agriculture. Plantation de haie : les haies repérées 1 (140 m) et 3 (560 m) sur le plan en annexe 3.2.A sont replantées durant cette phase. Des mares sont créées au pied de la haie repérée 1.</p> <p>Le chemin de Feyzin est dévié selon l'itinéraire en annexe 12.</p> <p>Lors de la remise en état au cours de cette phase, une surface de matériaux sablo-graveleux de 2000 à 3 000 m² est aménagée en partie Nord du périmètre de protection éloignée du captage Ferme Pitiot, selon les dispositions prévues dans la mesure compensatoire C5 (cf titre VII).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le phasage prévu par l'arrêté préfectoral pour la phase 1 prévoyait une durée de 5 ans. Selon les constats effectués sur le site, cette phase est achevée en ce qui concerne la zone d'extraction et la zone à remblayer.</p> <p>La haie désignée par le numéro 3 de l'annexe 3.2.B a été mise en place. La haie n°1 d'une longueur de 140 mètres n'a pas encore été recréée en raison notamment de son implantation qui sectionne la piste utilisée par les camions de transports des remblais.</p> <p><u>Demande de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement :</u></p> <p>- Définir un plan d'action et un échéancier de réalisation des mesures compensatoires prévues en phase 1 qui ne sont pas achevées. L'exploitant transmettra à l'Inspection ces éléments.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/2020, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
Prescription contrôlée : Phase 2 (2020-2024) : 5 ans L'extraction se poursuit en direction du Sud/Sud-Est. Les talus Ouest et Sud-Ouest arriveront dans leur position définitive et seront remblayés simultanément. L'extraction et le remblai se développeront également vers l'Est. À la fin de cette phase, environ 15,5 ha sont rendus à l'agriculture. Lors de la découverte de la partie Nord de l'extension, un merlon paysager est aménagé en limite Est sur la moitié Nord de l'extension (localisation en annexe 11). Il est démantelé lors de la remise en état de la phase 2. Une falaise à hirondelle des rivages est aménagée sur le front Est de la zone d'extension, et des mares sont créées à son pied. Le chemin du Plan est dévié selon l'itinéraire en annexe 12. Si le bassin existant est plein, le nouveau bassin d'infiltration des boues (situé au Sud-Est du bassin en fonctionnement à la notification du présent arrêté) est créé pendant cette phase.
Constats : Les talus Ouest et Sud-Ouest ont atteint leurs positions définitives. L'extraction se dirige vers l'est sans avoir atteint sa limite est au jour de l'inspection. L'extraction ne s'est pas engagée en direction du sud. Le remblayage se poursuit dans la zone sud-ouest depuis le talus ouest. Le merlon paysager à aménager en limite Est sur la moitié Nord de l'extension n'est pas encore en place. Le contournement du chemin du plan par l'extrémité la plus au sud du périmètre d'exploitation n'a pas été engagé. En conclusion, la phase 2 avance à un rythme moins élevé que celui escompté par l'exploitant. Il conviendra de recalculer éventuellement le phasage en 2025 et de réajuster au besoin le niveau des garanties financières avec l'avancement effectif de l'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Décapage
Prescription contrôlée : 7.1 - Décapage des terrains Le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés par phases successives correspondant aux besoins de l'exploitation. La coupe des arbres et arbustes, ainsi que le décapage des terrains se déroulent uniquement sur la période allant de début octobre à fin février, et selon les modalités déterminées par l'expertise agro-pédologique. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il n'a pas lieu par temps sec et venteux. La terre végétale et les stériles doivent être correctement ressuyés avant d'être transportés. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère ni aux autres matériaux de découverte, ni aux stériles d'exploitation. Il est mené avec des engins exerçant une faible pression au sol (de préférence des engins à chenilles plutôt qu'à roues). Au début des phases 2, 3 et 4, les terres végétales et stériles sont utilisées en premier lieu, pour la constitution des merlons paysagers sur les secteurs exploités exposés à la vue depuis les lotissements à l'Est. Lorsque les écrans visuels éventuellement nécessaires ont été constitués, les terres végétales et stériles sont prioritairement remobilisées pour le réaménagement à l'avancement, et si cela n'est pas possible, stockées, séparément, sous forme de merlons en attendant d'être utilisées pour la remise en état du site. L'exploitant prévient l'apparition d'ambrosie de ces stocks, et le phénomène d'érosion, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place, par d'autres espèces indigènes. Hors merlons paysagers, la hauteur des stocks de terre végétale est limitée à 2,5 mètres, et la hauteur des stockages de stériles ne doit pas dépasser une cote égale à 2,5 mètres au-dessus du terrain naturel, pour limiter leur impact visuel. Les stockages de terre végétale sont limités dans le temps à 3 ans, et ne doivent pas être déplacés ni rechargés par-dessus, avant leur remise en place définitive, Leur forme est bombée avec une légère pente permettant le drainage naturel.
Constats : Il n'a pas été constaté d'écart en matière de décapage des terrains et de stockage des terres végétales. Aucune opération de décapage n'était en cours lors de la visite. Les merlons sont constitués sur le front sud de la phase 1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Cotes basse
Prescription contrôlée : Les cotes limites d'exploitation en profondeur sont indiquées à l'article 2. La cartographie des cotes minimales d'extraction, selon les zones de la carrière, figure en annexe 8. L'épaisseur d'extraction varie donc par rapport au terrain naturel : Entre 14 et 18 m pour la zone d'extension au lieu-dit «Chardonnières», et pour la zone en renouvellement non extraite à la notification du présent arrêté, hors périmètre de protection éloigné du captage de Ferme Pitiot, entre 11 et 12 m pour la zone en renouvellement non extraite à la notification du présent arrêté, comprise dans le périmètre de protection éloigné du captage de Ferme Pitiot.

Constats :

Le plan de relevé topographique a été établi au mois de novembre 2022. Par l'analyse du plan de relevé topographique et des cotes de fonds de fouilles inscrites dans l'annexe 8 de l'arrêté préfectoral des anomalies apparaissent :

- 1- La zone située à l'est du périmètre de protection éloignée, entre les lignes de cotes 192 et 192.5 comprend des relevés parfois trop bas (exemple 191.73 pour un niveau devant être, au minimum, compris entre 192 et 192.5).
- 2- Une bande horizontale minimale de 10 mètres entre la limite du front d'exploitation et la limite du site n'apparaît pas sur la zone d'exploitation historique du site (front à l'ouest de la centrale d'enrobage).

Sur le site il a été constaté que :

- 1- La zone identifiée par l'inspection comme ayant des cotes trop basses a fait l'objet d'un ajout de matériaux de la carrière pour remonter le niveau. La cote atteinte par cet ajout n'a pas été précisée.
- 2- Le front d'exploitation historique à l'ouest de la centrale d'enrobage s'arrête à l'aplomb de la clôture qui marque à cet endroit la limite du périmètre de l'autorisation. La situation est non-conforme.

Demande de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement :**1- Pour les différences de cote basse autorisées / réelles :**

Transposer sur le plan de relevé des niveaux topographique les anomalies par rapport aux cotes minimales d'extraction prévues par l'annexe 8 de l'arrêté préfectoral en faisant apparaître les anomalies. À partir de cette vérification sur plan, l'exploitant poursuivra sur le site la vérification et les corrections des écarts de niveaux restants.

Lors de la réalisation du prochain plan de relevé topographique l'exploitant comparera les cotes minimales autorisées et les relevés effectifs. L'exploitant détaillera à l'occasion du relevé topographiques la méthode et les surfaces ou les cotes qui sont mesurées et celles qui seraient reprises d'un précédent mesurage.

2- Pour la bande des 10 mètres manquante sur le front situé à l'ouest de la centrale d'enrobage :

Justifier que la limite du site est convenablement reportée sur le plan.

S'il s'avère que la bande des 10 mètres entre la limite du site et le front est manquante, l'exploitant apportera des matériaux pour conforter la zone et assurer la stabilité des terrains voisins.

3- Transmettre les réponses et actions correctives à réaliser pour répondre aux anomalies listées dans le présent point de contrôle. L'exploitant transmettra également le plan de relevé topographique qui sera réalisé courant du mois de novembre 2023 en identifiant sur celui-ci les éventuelles anomalies résiduelles.

Type de suites proposées : Avec

Proposition de suites : Lettre préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Plan topographique
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an par l'exploitant et envoyé à l'Inspection des Installations Classées. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,- les bords de la fouille,- les cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état,- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Le plan de relevés topographique effectué au mois de novembre 2022 a été transmis en amont de la visite d'inspection. Le plan transmis respecte les exigences prévues par les dispositions contrôlées ci-dessus. Les relevés font apparaître deux anomalies par rapport aux conditions d'exploitation. Ces anomalies ont été détaillées dans le point de contrôle n°4 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Toutes opérations et toutes manipulations sur l'installation de traitement sont effectuées de façon que le voisinage ne soit pas incommodé par la dispersion des poussières. Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible. Tout traitement de produits renfermant des poussières irritantes ou inflammables est interdit. Les émissions captées sur l'ensemble des broyeurs et cribles sont dépoussiérées. Dans le cas où elles ne sont pas canalisées, une consigne définit les contrôles à réaliser pour suivre le bon fonctionnement des dépoussiéreurs, les mesures de maintenance, ainsi que celles en cas de dysfonctionnement ou de panne. Les périodes de panne ou d'arrêt des dispositifs d'épuration doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année inférieure à deux cents heures. Ces périodes sont consignées dans un registre. Afin de limiter les émissions de poussières, l'exploitant met également en œuvre les mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none">• enrobage de la piste d'accès à la carrière, et ce, de la voirie publique jusqu'aux postes de chargement clients et à la Zone de stockage aérien de matériaux,• enrobage de la piste de circulation des camions sur l'installation de recyclage,• les pistes enrobées sont régulièrement nettoyées,

- transport par tapis de plaine depuis la zone d'extraction jusqu'aux installations de traitement. En cas de panne sur le tapis de plaine, le transport par tombereau est limité au temps de réparation du tapis,
- entretien et arrosage des pistes non enrobées lorsque les conditions météorologiques l'imposent, et selon une consigne préalablement établie (1),
- stockage dans des silos des granulats,
- stockage aérien uniquement pour les stocks excédentaires à la capacité de stockage des silos, ou en cas d'indisponibilité autre des silos, et stabilisation par arrosage des stocks aériens (1) ; ces stockages sont disposés en fond de fouille et leur hauteur est limitée à 7m,
- installation de traitement des matériaux extraits entièrement bardée,
- dans l'installation de traitement des déchets inertes recyclés, le concasseur est pourvu d'un toit. Une atomisation d'eau permet de rabattre les poussières en sortie du concasseur, et à la mise en stock,
- capotage de tous les convoyeurs entrant et sortant de l'installation de traitement des matériaux extraits, ainsi que des convoyeurs alimentant la centrale à béton, la centrale d'enrobage, et le poste de chargement,
- restriction de la hauteur de jetée au strict minimum pour les points de jetée des convoyeurs,
- nettoyage des roues avant sortie de la zone d'accès à la carrière en exploitation,
- limitation de la vitesse des poids-lourds et engins à 30 km/h dans l'enceinte du site,
- pour les camions transportant des sables, bâchage avant la sortie du site ou arrosage par un portique d'arrosage,

(1) L'exploitant rédige une consigne dans laquelle il détermine les circonstances (vitesse de vent, météo...) qui entraînent la mise en place, manuelle ou automatique, des mesures de prévention des envols de poussières (arrosage des pistes, des stocks à l'air libre...). Il met en place les moyens de mesurer ces conditions (anémomètre...). La conception et la fréquence d'entretien de l'installation de traitement doivent permettre d'éviter les accumulations des poussières sur les structures et les alentours, notamment les installations doivent être maintenues propres et régulièrement nettoyées de manière à éviter les amas de poussières. Une consigne définit les modalités de ces opérations.

Constats :

Lors de la circulation sur le site il a pu être observé un usage des équipements tel que prévu par les dispositions du présent point de contrôle. Il a été noté également des volumes de stockages de matériaux excédentaires significatifs en lien avec la baisse du rythme de l'exploitation.

Les pistes principales sont revêtues d'enrobés et un l'entretien est globalement satisfaisant avec une humidification des pistes de circulation régulière notamment au cours de l'inspection.

Les consignes relatives aux opérations déclenchement des mesures particulières de limitation des envols de poussières ont été transmises en amont de la visite d'inspection. Elles sont globalement satisfaisantes au regard des constats au jour de l'inspection. Toutefois, il est nécessaire d'apporter un complément en définissant des critères météorologiques sur lesquels s'appuyer de manière objective.

Observation :

Un rappel auprès des chauffeurs est nécessaire afin d'imposer le passage par le laveur de roues en sortant de la zone de remblayage afin de limiter les dépôts sur la piste revêtue en enrobés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 12 – Arrêté ministériel du 22/09/94 modifié relatif aux exploitations de carrières

Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
--

Prescription contrôlée :

Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 12 :

L'exploitant réalise et met également en place :

- a. une surveillance des retombées de poussières dans l'environnement, une fois par an, en période sèche, pendant une période continue d'exploitation de 30 jours,
- b. une surveillance des poussières en suspension, une fois tous les 3 ans, en période sèche, pendant une période continue d'exploitation de 15 jours. Les points de mesures sont localisés sur la carte en annexe 9. De plus, pour la mesure en b), un point témoin est pris en dehors de la zone d'influence de la carrière, au centre de la zone industrielle de Saint-Priest. Ces mesures sont effectuées par une personne ou un organisme qualifié.

Concernant la mesure des poussières en suspension, les paramètres suivants sont analysés : concentration en PM10, concentration de la fraction alvéolaires, concentration en silice cristalline (quartz, cristobalite et tridymite). Le rapport évalue le risque sanitaire en comparant les valeurs mesurées aux valeurs guides OMS et valeurs réglementaires françaises pour la fraction PM10 des poussières, et à la valeur d'exposition chronique de référence de l'OEHHA pour la silice cristalline. À la notification du présent arrêté, la valeur guide de l'OMS pour la concentration en PM10 est de 20 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ en concentration moyenne annuelle, la valeur limite à ne pas dépasser en PM10 est de 40 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ en moyenne annuelle (décret n°2002-213), et il existe un objectif de 30 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ en moyenne annuelle en PM10 (décret n°2002-213). La valeur d'exposition chronique de référence publiée par l'OEHHA est de 3 $\mu\text{g}/\text{m}^3$ pour la silice cristalline (quartz, cristobalite, tridymite). Il s'agit de la concentration pour laquelle aucun effet néfaste pour la santé des populations indéfiniment exposées à ce niveau de concentration, n'est envisagé.

Ces valeurs pourront évoluer en fonction des évolutions de l'état des connaissances, recommandations et de la réglementation.

En fonction des résultats obtenus, et ou des obligations réglementaires, le nombre, l'emplacement des points de mesures et la fréquence et la durée des mesures de type a) et b) pourront être revus en accord avec l'inspection des installations classées.

Arrêté ministériel du 22/09/94 article 19 point 19.5. :

Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.

[...]

Arrêté ministériel du 22/09/94 article 19 point 19.8. :

Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie **sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation** avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

Constats :

Les campagnes de mesures de poussières en suspension dans l'air réalisés en 2015, 2019 et 2023 ont été transmis en amont de l'inspection. Il a été vérifié lors de l'inspection que tous les

paramètres prévus ont bien été analysés. Dans les documents transmis la tridymite n'est pas mentionnée en raison de son absence de détection. Les résultats sont satisfaisants au regard des critères mentionnés dans le présent point de contrôle.

Concernant les campagnes de mesures de retombées de poussières, les résultats sont satisfaisants. Toutefois, l'inspection a constaté :

1- Une disposition des points de mesurage différente de celle prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation. En particulier aucune jauge n'est implantée à proximité des habitations les plus proches situées à l'est du site.

2- l'absence de station météorologique sur le site, en écart aux dispositions de l'article 19 point 19.8 de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié relatif aux exploitations de carrières. En effet, la carrière remplit les conditions requises, à savoir produire plus de 150 000 tonnes de matériaux par an et se trouver intégralement sur une zone couverte par un plan de protection de l'atmosphère, imposant la présence d'une station météorologique sur le site.

Demande de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement :

- Mettre en place une station météorologique conformément aux dispositions sus-citées.
- Modifier et justifier le positionnement des jauges pour les prochaines campagnes de mesurage des retombées de poussières.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Lettre préfectorale

Proposition de délais : 4 mois

N° 8 : Piézomètre endommagé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2013, article 11 point 11.3.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant implante un réseau d'ouvrages de suivi [...] comportant 8 ouvrages, positionnés selon la carte en annexe 8. [...]

Constats :

Le piézomètre PZAV1 selon le plan en annexe 8 de l'arrêté préfectoral du 19/12/2013 est endommagé suite à son arrachage par un engin.

Demande de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement :

- Remettre en bon état de fonctionnement le piézomètre concerné.
- Si la remise en état du piézomètre endommagé est impossible, procéder à :
 - 1- l'abandon de l'ouvrage et son comblement par des techniques appropriées pour garantir une bonne protection de la nappe d'eau souterraine.
 - 2- la mise en place d'un nouvel ouvrage en remplacement selon les modalités de l'article 11 point 11.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation pré-cité.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Lettre préfectorale
Proposition de délais : 4 mois